

Communiqué de presse

17 avril 2019

Valérie Pécresse, Présidente d'Île-de-France Mobilités, confirme sa demande que le calendrier du CDG Express soit détendu avec une mise en service reportée à fin 2025

A la suite de la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités de décembre 2018 exprimant les inquiétudes des élus quant aux impacts du CDG Express tant durant les travaux qu'en situation nominale, la ministre des Transports a demandé au Préfet de la Région Ile-de-France d'organiser une concertation avec les élus et les associations.

Déclaration de Valérie Pécresse, Présidente d'Île-de-France Mobilités et Présidente de la Région Île de France :

Nous avons à chaque réunion de concertation rappelée la position très ferme d'Ile-de-France Mobilités concernant ce projet et la priorité à donner aux transports du quotidien (RER B, RER E, lignes H, K et P), au-delà des positions de chacun sur l'intérêt propre du projet pour la Région Ile-de-France.

Je me suis moi-même rendue, toute la journée du 21 février dernier, sur le RER B qui focalise l'attention et les craintes quant aux impacts du CDG Express. J'ai pu constater, s'il en était besoin, l'émoi que les impacts potentiels du CDG Express provoquent au sein des populations desservies par le RER B.

Je tiens à rappeler que j'ai toujours soutenu le principe de ce projet utile pour l'attractivité économique de l'Ile-de-France mais sans exiger une mise en service pour les JO, d'autres possibilités de transport pouvant être mises en place pour ces jeux.

A la suite de la concertation, la ministre des Transports a décidé de signer le contrat de concession mais elle a entendu notre position et a reconnu la priorité à donner aux transports du quotidien en renvoyant une possible détente du planning de CDG Express aux réflexions menées dans le cadre du comité de pilotage Axe Nord sous l'égide du Préfet Cadot. »

L'ultime COPIL Axe Nord a eu lieu lundi dernier, 15 avril, il a permis à SNCF Réseau de présenter 2 scénarios.

- Le 1er scénario prévoit une détente de 4 mois du projet conduisant à une mise en service du CDG Express à la veille de l'ouverture des JO (mai 2024). Ce scénario est extrêmement fragile pour ne pas dire illusoire avec une concentration de tous les travaux en une période de temps très court. Il franchit par ailleurs très clairement la ligne rouge pour nous car il repousse

des travaux de modernisation du RER B pourtant indispensables et nécessaires, en plus de dégrader de manière très forte la régularité des lignes avec notamment des coupures de circulation importantes. La Région et Ile-de-France Mobilités s'opposent fermement à ce scénario qui serait en totale contradiction avec la volonté affichée du gouvernement de prioriser les transports du quotidien.

- Le scénario 2 prévoit en revanche une mise en service décalée de 2 ans, fin 2025, permettant de ne pas repousser des investissements tant attendus par tous les Franciliens pour améliorer le RER B, et évitant des fermetures de circulation très pénalisantes pour les voyageurs. Malgré ce décalage, il entraînerait toutefois un risque encore trop important de dégradation de la régularité des lignes de l'axe nord et doit donc être optimisé par SNCF Réseau et l'Etat.

Je m'inquiète par ailleurs que la même analyse de la compatibilité des travaux CDG Express en gare de Paris-Est avec les travaux prévus sur le réseau Est, pour le RER E et la ligne P, n'ait pas encore été réalisée.

C'est pourquoi j'attends de l'Etat :

- une orientation ferme, claire et rapide dans le sens du scénario 2 qui doit encore être optimisé, avec une détente du planning du CDG Express permettant d'aborder cette phase cruciale de travaux sur l'axe Nord, mais aussi à l'est, sur une base réaliste et acceptable pour les voyageurs ;
- une réponse à ma proposition de mise en place d'un fond d'indemnisation des voyageurs en cas de situation inacceptable.

L'ensemble des Elus du Conseil d'Île-de-France Mobilités ont exprimé le souhait d'auditionner rapidement le Préfet de Région sur cette question.

CONTACT PRESSE

Sébastien Mabile : Sebastien.mabile@iledefrance-mobilites.fr , 01 47 53 28 42 – 06 15 39 21 58

Hélène Duguet : helene.duguet@iledefrance-mobilites.fr , 01 82 53 80 90 – 06 29 99 45 15